

LAMBERT (M. Lucien), *Député des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 349). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour activer la répartition des engrais à l'agriculture, **n° 757**. — Le 21 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entamer la procédure en vue de proclamer la déchéance de la Compagnie française d'irrigation, concessionnaire du canal des Alpes, **n° 1019**. — Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 1302**. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt des mesures propres à lutter efficacement contre les éphippigères et les barbitistes, communément appelés « boudragues » et dont le développement rapide menace de détruire les récoltes futures particulièrement dans les départements du sud-est, **n° 2058**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du crédit agricole mutuel aux jeunes agriculteurs, **n° 2134**. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant : 1° à accorder des exemptions ou des dégrèvements aux exploitants agricoles anciens prisonniers, déportés, et aux jeunes agriculteurs de moins de 35 ans, soumis au prélèvement prévu par la loi du 7 janvier 1948

instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; 2° à porter au 31 décembre 1948 la date limite des versements à l'emprunt forcé pour les agriculteurs **n° 3310**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir l'article 13 du Code du vin, supprimé par le décret-loi du 31 mai 1938, et relatif aux déclarations de récolte, **n° 3743**. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 47-1973 relatif à la passation des engagements de livraison de bétail, **n° 3832**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reviser les bénéfiques forfaitaires imposables, au titre de l'année 1947, pour les cultures fruitières du département des Hautes-Alpes; 2° de M. Michel et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à reviser les bénéfiques forfaitaires imposés pour les cultures spécialisées des départements de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère, **n° 4455**. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948, et de l'impôt sur les bénéfiques agricoles, les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, **n° 4632**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues relative au statut du fermage en ce qui concerne les anciens combattants, prisonniers et déportés, **n° 4700**. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à exonérer du prélèvement exceptionnel, institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948, et de l'impôt sur les bénéfiques agricoles, les agriculteurs victimes de certaines calamités agricoles entraînant une perte de récolte, **n° 4682**. — Le 20 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de nuit le supplément de tickets de matières grasses qui leur a été supprimé, **n° 5336**. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à

suspendre, sans délai, toute importation de vins étrangers pour la durée de la campagne vinicole en cours, n° 7108. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre les importations de certains légumes et fruits, concernant les variétés récoltées habituellement en France durant la campagne en cours, n° 7630. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des avances remboursables au Crédit mutuel agricole pour financer les prêts à long terme et les prêts aux jeunes agriculteurs, n° 8216. — Le 3 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à développer et à encourager l'élevage ovin afin de couvrir les besoins en laine de notre pays, n° 8298. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à relever le taux de la prime d'encouragement à la reconstitution des oliveraies et à accorder les crédits nécessaires à son financement, n° 8351. — Le 17 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application du protocole signé le 7 mars 1950 entre la France et l'Italie et des accords relevant de l'union douanière et à remettre en vigueur des mesures de protection de la production française, n° 9984. — Le 2 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Bouches-du-Rhône notamment sur le territoire de la commune de Sénas ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts ; 4° à accorder à la Caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêt aux sinistrés, n° 10160. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à suspendre la réalisation du plan d'expropriation des terrains et immeubles envisagé à Marignane, tant que n'auront pas été consultés les propriétaires, locataires, fermiers et métayers intéressés, afin de tenir compte des modifications, par eux demandées, à ce plan ; 2° à restituer aux anciens propriétaires les terrains déjà expropriés

et jusqu'ici inutilisés, n° 10859. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire toutes importations en France d'huile d'olive d'Espagne, pour la campagne en cours, n° 11263. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950, du Ministre de l'Agriculture relative au mode d'attribution du crédit de 200 millions aux producteurs d'olives, en supprimant l'abattement prévu pour les 25 premiers pieds d'olivier et à payer la prime à compter du premier olivier, n° 11264. — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à suspendre l'application de la Convention d'union douanière entre la France et l'Italie signée à Rome le 23 juin 1950 et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, n° 11466. — Le 7 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser immédiatement au département des Bouches-du-Rhône la somme de 450 millions restant due pour les travaux exécutés de la première tranche du projet d'extension du canal du Verdon, dit projet Rigaud, et à porter le pourcentage de la part de l'Etat dans les dépenses en cours et à venir de 60 à 80 0/0 pour obtenir une totale et rapide réalisation du projet Rigaud, n° 11540. — Le 19 décembre 1950, une proposition de loi tendant à porter le taux de la prime d'encouragement à la culture de l'olivier à 80 francs par pied d'olivier nouvellement planté, n° 11699. — Le 14 février 1951, une proposition de loi tendant à assurer le financement des prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 12202. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les particuliers et les collectivités victimes des dégâts occasionnés par la crue de la Durance dans le département des Bouches-du-Rhône, en accordant des secours, des exonérations d'impôts et des subventions pour permettre la reconstruction ou la réparation des ouvrages d'art, détruits ou endommagés par la crue et pour permettre l'organisation de la défense contre les crues de la Durance, n° 12573.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice

1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 3102 : *Amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* [12 juin 1947] (p. 2054); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement : (budget 1948), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 901 : *Travaux d'équipement rural* [25 février 1948] (p. 1057, 1058); Chap. 906 : *Travaux d'aménagement de la basse vallée du Rhône* (p. 1058); Art. 19 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 1114); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1251); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs anciens prisonniers ou déportés ayant moins de 100.000 fr. à payer* [7 mars 1948] (p. 1516); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 313 : *Ecoles d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2908); Chap. 517 : *Reconstitution des olivaires* (p. 2920, 2921); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 32 : *Amendement de M. Grésa tendant à porter aux deux tiers de la pension du mari celle de la veuve* [6 août 1948] (p. 5487); — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 18 : *Taxes sur le matériel agricole* [20 août 1948] (p. 6058, 6059); *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* (p. 6060); Art. 63 : *Amendement de M. Paumier tendant à élever le plafond des prêts aux agriculteurs victimes de calamités publiques* (p. 6084); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3 : *Son amendement tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* [25 novembre 1948] (p. 7240 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1160, 1161). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture : une question relative à la répartition parmi les agriculteurs du matériel et des pneus du camp de Vitrolles

[1^{er} avril 1949] (p. 1999, 2000); — une question relative à la répartition de pneus parmi les agriculteurs et les transporteurs de France et particulièrement des Bouches-du-Rhône [8 avril 1949] (p. 2248, 2249). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 357 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des chasses* [12 avril 1949] (p. 2356, 2357); *le retire* (p. 2357); Chap. 510 : *Reconstitution des olivaires* (p. 2355, 2356); Chap. 519-2 : *Subventions pour les activités culturelles de la jeunesse rurale* (p. 2368, 2369). — Dépose une demande d'interpellation : sur les méthodes inadmissibles employées à l'occasion des saisies effectuées chez des paysans de Saint-Rémy-de-Provence [2 décembre 1949] (p. 6595); — sur la catastrophe survenue le 7 février 1950 à Port-de-Bouc [16 février 1950] (p. 1124). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (ses observations sur l'union douanière franco-italienne, l'opposition paysanne aux saisies fiscales, la mévente de l'huile d'olive)* [21 février 1950] (p. 1284, 1285, 1286, 1287, 1288); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (ses observations sur l'encouragement à la culture de l'olivier)* [24 mai 1950] (p. 3877). — Dépose une demande d'interpellation sur l'effondrement des prix agricoles [20 juillet 1950] (p. 5663); la développe (*ses observations sur la mévente des récoltes, la hausse des prix industriels, les importations d'huile d'olive et de tomates*) [7 décembre 1950] (p. 8762, 8763). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 4 : *Son amendement tendant à payer la ristourne tous les trois mois* [4 août 1950] (p. 6688, 6689). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'imposition des viticulteurs des Bouches-du-Rhône [10 novembre 1950] (p. 7632, 7633). — Est entendu sur une question posée par M. Montagnier à M. le Ministre des Finances, relative au règlement des impôts des exploitants victimes des calamités agricoles [8 décembre 1950] (p. 8832, 8833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation [26 janvier 1951] (p. 450, 451); Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers* (p. 454, 455); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le déficit d'Air-France (expropriations à Marignane)* [14 mars 1951] (p. 1955, 1956); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Ecole des houillères de Fuveau* [20 avril 1951] (p. 3652); *Sa demande de disjonction du chapitre (Houillères de Fuveau)* (p. 3666); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (accords franco-espagnol et franco-italien)* [25 avril 1951] (p. 3967); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention au maïs importé* [5 mai 1951] (p. 4620, 4624); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, AGRICULTURE : *Prêts à l'agriculture et à l'industrie de l'azote (canal du Verdon)* [6 mai 1951] (p. 4697); INVESTISSEMENTS SOCIAUX, Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 5 milliards de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs par la Caisse mutuelle de crédit agricole* (p. 4711).

LAMBERT (Mme Marie) (*Député du Finistère*).

Son élection est validée [15 juillet 1948] (p. 4593). — Est nommée membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'agriculture [31 mai 1949] (p. 3010), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des

autres professions, n° 7390. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à exonérer du paiement de l'impôt sur les bénéfices agricoles les veuves de guerre non remariées et les femmes seules élevant des orphelins de guerre chefs d'exploitation dont le bénéfice imposable n'excède pas 150.000 francs, n° 7513. — Le 11 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, telle qu'elle est établie par l'arrêté du 1^{er} juin 1949, en y ajoutant le bureau de douane de Roscoff, n° 7854. — Le 22 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin aux importations de chevaux, n° 7991. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi complétant les dispositions de l'article 62, paragraphe III, alinéa 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des retraites civiles et militaires, n° 8616. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) mis dans l'impossibilité de se reconstituer, n° 8770. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à mettre fin immédiatement au recrutement féminin pour le corps expéditionnaire en Indochine, à libérer et à rapatrier les femmes et jeunes filles dont le contrat est en cours et à leur assurer les garanties nécessaires leur permettant de reprendre place dans la vie familiale, n° 9143. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Gâvres et à Larmor-Plage (Morbihan), n° 9600. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0/0 en janvier aux ouvriers agricoles et forestiers, n° 11715. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948 afin de faire bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée, n° 11799. — Le 8 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation militaire à toutes les familles des jeunes gens de l'agri-